



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

personnel

Question au Gouvernement n° 4321

Texte de la question

CONDITIONS DE TRAVAIL DES POLICIERS

M. le président. La parole est à Mme Valérie Lacroute, pour le groupe Les Républicains.

Mme Valérie Lacroute. Monsieur le ministre de l'intérieur, il y a une semaine, vous annonciez la mise en œuvre d'un plan national de sécurité publique, chiffré à 250 millions d'euros, censé répondre à la colère de nos policiers. Après avoir tenté de minimiser leur mouvement, vous répondez au malaise qu'ils expriment par quelques effets d'annonce. Comme si ce malaise n'était pas assez profond ! Face à des individus de plus en plus déterminés et encouragés dans leurs agissements délictueux par l'absence de réponses pénales immédiates, nos forces de police réclament des conditions de travail plus dignes et plus sûres.

Dans ma circonscription, le commissariat de Fontainebleau – un des plus vétustes de France – en est un illustre exemple. Les fonctionnaires y travaillent dans le froid et l'humidité, entassés dans des Algeco. Ce commissariat nécessite une attention urgente pour mettre fin aux conditions de travail dangereuses et indécentes de nos policiers. Malgré la coopération et le soutien des services de l'État au niveau local, et la volonté de la collectivité, même financière, aucune étude de faisabilité n'est lancée, et nous n'avons aucune certitude que le projet de rénovation de ce commissariat est inscrit dans le programme pluriannuel 2017-2020.

Monsieur le ministre, les collectivités locales sont mobilisées sur ces questions de sécurité. Pour exemple, dans ma commune de Nemours, j'ai mis en place la vidéoprotection, recruté des policiers municipaux et des agents de surveillance de la voie publique, ASVP, créé un parking devant le commissariat, armé mes policiers depuis plusieurs années ; les actions sont nombreuses. Monsieur le ministre, il est grand temps de répondre aux attentes de nos policiers par de meilleures conditions de travail. Il est grand temps d'accompagner les collectivités locales, surtout quand elles sont prêtes à s'investir financièrement. Ne me répondez pas par l'argument des suppressions d'effectifs, car en quatre ans et demi, vous auriez pu, si nécessaire, corriger le tir ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain – applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Madame la députée, merci pour votre question. J'ai senti la tentation, chez vous, de faire la réponse à ma place ; aussi essaierai-je d'être le plus précis possible. D'abord, que faut-il faire et que faisons-nous ? Comme je vous estime trop pour vous contrarier, je n'évoquerai pas les sujets que vous ne voulez pas que j'évoque, même s'ils correspondent à une réalité. *(Sourires sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)* Depuis le début du quinquennat, nous avons créé exactement 6 638 emplois dans la police et la gendarmerie. Nous avons recréé des unités de forces mobiles et augmenté de 15 % les crédits d'investissement dont bénéficient les forces de l'ordre, ce qui nous a par exemple permis

d'acquérir, l'an dernier, près de 7 000 véhicules pour la police et la gendarmerie...

M. Sébastien Huyghe. Les policiers et gendarmes en sont ravis !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...et d'en prévoir près de 6 900 dans le budget pour l'an prochain. La volonté du Gouvernement, depuis maintenant cinq ans, est de faire en sorte que par les créations d'emplois, par l'augmentation des crédits d'investissement et par celle du nombre d'élèves dans les écoles de police – 450 en 2012, 4 600 cette année –, nous puissions, progressivement, faire face à une situation qui résulte d'années et d'années d'abandon et de déshérence des services de police et de gendarmerie.

M. Sébastien Huyghe. Menteur !

M. Olivier Marleix. Zéro !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. La semaine dernière, nous avons annoncé un plan de 250 millions d'euros. Ce plan permettra d'acquérir du matériel de protection et des armes, et d'engager des investissements immobiliers dès le mois de novembre. L'augmentation de 837 millions d'euros du budget du ministère de l'intérieur pour l'année prochaine permet d'engager des investissements, y compris dans les commissariats qui, jusqu'à présent, n'avaient pas été concernés. Celui de Fontainebleau, construit en 1943 et se trouvant en déshérence, fera ainsi l'objet d'investissements de la part de ce gouvernement, alors que pendant dix ans, vous n'avez rien fait pour le moderniser. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Lacroute](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4321

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 novembre 2016](#)